

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 4743/2025/121
mettant en demeure la SOCIÉTÉ BASQUE DE CARRIÈRES
située sur le territoire de la commune d'Urrugne
de respecter les prescriptions de
l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2006 modifié

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment son titre I^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.171-8 de son livre I^{er} ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06/IC/272 du 20 juillet 2006 autorisant la société SOBACA, à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Urrugne au lieu dit Luberri ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07/IC/267 du 1^{er} octobre 2007, relatif à la création d'un bassin de décantation des eaux pluviales en périphérie du périmètre d'exploitation,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4743/2014/004 du 12 juin 2014, modifiant les conditions d'exploitation ainsi que le montant des garanties financières ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4743/2024/016 du 25 juillet 2025, modifiant le phasage des travaux et actualisant le montant des garanties financières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 novembre 2025 relatif à la visite d'inspection du 14 octobre 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 6 novembre 2025 à la connaissance du pétitionnaire ;
- VU** l'absence d'observation du pétitionnaire sur ce projet de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 10 octobre 2025, a mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de ses obligations réglementaires prévues par l'arrêté préfectoral n° 06/IC/272 du 20

juillet 2006 modifié, notamment les articles : 3.4.1 – pour la prévention des pollutions accidentelles ; 3.4.5 - pour le respect des limitations de prélèvement d'eau potable ;

CONSIDÉRANT que la société SOBACA est tenue de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel susvisés qui encadrent ses activités ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles d'exploitation présentent un risque pour l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Objet

La SOCIÉTÉ BASQUE DE CARRIÈRES, dont le siège social est situé lieu dit Luberri – 64122 Urrugne, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune d'Urrugne, est mise en demeure, de respecter les prescriptions techniques notées ci-dessous, dans les délais suivants :

Arrêté préfectoral n° 06/IC/272 du 20 juillet 2006 modifié	Délais mise en conformité
Article 3.4.1 – Prévention des pollutions accidentelles ... Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.	3 mois
Article 3.4.5 – Prélèvement d'eau 3.4.5.1. - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. 3.4.5.2. - Les eaux utilisées sur le site proviennent : <ul style="list-style-type: none">• de la récupération des eaux de ruissellement ;• du réseau public de distribution d'eau potable. ...	3 mois

Le présent arrêté ne pourra être levé que lorsque les prescriptions susvisées de l'arrêté précité, seront respectées et qu'une nouvelle inspection entérine cet état de faits.

Article 2 : Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de PAU, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 6 : Exécution – ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, le maire d'Urrugne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à SOCIÉTÉ BASQUE DE CARRIÈRES .

Pau, le 07 JAN. 2026

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET

